

## ÉCONOMIE GÉNÉRALE

### Séance 1

## Croissance, Richesse et Bien-être CORRIGE

### I. Documents joints au dossier

*Document 1* : Wintrebert R., 2008, « Indicateur de richesse et de bien-être : des pistes de réflexion pour la Commission Stiglitz », chapitre 1 « Les enjeux », *Fondation pour l'Innovation Politique*, Juin.

*Document 2* : Comelieu C., 2006, « [La croissance :] [u]ne préoccupation omniprésente », extrait du chapitre 1 de l'ouvrage *La croissance ou le progrès : croissance, décroissance, développement durable*, Éditions du Seuil.

*Document 3* : Gadrey J. et Jany-Catrice F., 2007, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, chapitre 2 « Le PIB et la croissance en question », Repères, La Découverte.

*Document 4* : Cassiers I. et Delain C., 2008, « La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ? », *Problèmes économiques* n° 2 938.

*Document 5* : Stiglitz J., 2008, « La valeur du loisir est un élément de la richesse », *Libération*, 19 mai.

*Document 6* : Gadrey J., 2008, « De nouveaux indicateurs face au PIB », *Alternatives économiques* n° 270, juin.

*Document 7* : Wintrebert R., *op. cit.* extraits du chapitre 2 « Les solutions : 4 scénarios possibles ».

*Document 8* : Gadrey J. / Harribey J.M., 2008, *Débats sur la mesure de la richesse*, à partir de *La Vie* n° 3263, mars, et des sites <http://www.alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/>

### II. Analyse des documents – Questions

- 1. Définissez la notion de croissance économique. Qu'est ce que le Produit Intérieur Brut (PIB) ? Quelles sont les grandes composantes de cet agrégat du point de vue de la demande ? (Document 1)**

Au sens strict, la croissance économique peut être définie comme « l'augmentation [soutenue pendant une période longue] d'un indicateur de production en volume » (François Perroux). Définition qui ne fait sens qu'en référence à la mesure de la croissance et donc qu'en référence à l'indicateur utilisé pour sa mesure. La croissance économique est alors plus concrètement définie par le taux d'augmentation de l'agrégat de Produit Intérieur Brut (PIB).

Le PIB représente la richesse monétaire créée une année donnée dans un PIB. Il se définit comme la valeur des biens et services produits dans une économie et qui sont disponibles pour les emplois finals.

Il existe trois façons de le mesurer, qui correspondent à trois manières de décrire l'activité économique :

- (1) se placer du côté de la production : il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activités, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ;

- (2) observer comment ont été utilisés ces produits : il est égal à la somme de ce qui a été consommé, investi, stocké et exportés, moins les importations. Plus formellement, il est égal à la somme des emplois finals des biens et services – consommation finale, formation brute de capital, exportations (moins les importations) :
- (3) évaluer les revenus distribués lors de la production : il est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations nets des subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte brute.

## 2. Quels sont les effets positifs attendus de la croissance économique ? (Document 2)

Partir du constat de l'omniprésence de l'objectif de croissance économique, présentée comme remède à un certain nombre de préoccupations. Elle apparaît comme capable de dégager des marges de manœuvre notamment à l'égard :

- de l'emploi : une croissance économique forte reflète une activité productive globale dans l'économie plus soutenue pouvant être créatrice d'emplois. La croissance économique forte établit également un climat de confiance propice aux investissements des entreprises qui eux-mêmes peuvent avoir des effets positifs sur l'emploi.
- de la réduction de déséquilibres des finances publiques : à taux de prélèvement inchangé, la croissance économique permet d'envisager des recettes fiscales supplémentaires pour les pouvoirs publics (à lier à l'actualité sur la « cagnotte fiscale » également liée à la flambée du prix du pétrole), pouvant être consacré à la réduction de la dette publique.
- de l'activité publique : ces recettes peuvent soutenir une activité publique accrue orientée vers la redistribution de revenu, vers de l'investissement public, du soutien à la recherche et développement dans le domaine environnemental, etc.

[A lier à la conjoncture actuelle..., aux besoins de croissance plus élevés en rapport avec les déficits budgétaires, la création d'emplois salariés, etc.]

## 3. Quelles sont les critiques adressées à la croissance et au PIB en tant que mesure de la richesse et indicateur du bien-être d'un pays ? (Documents 3 et 4)

Les critiques adressés aux PIB en tant que mesure de la richesse et indicateur du bien-être d'un pays ne sont pas nouvelles, on peut remonter à la fin des années 1960, début des années 1970 pour trouver, aux Etats-Unis et en France notamment, des analyses en termes de « *coûts sociaux de la croissance économique* », de « *coûts de l'urbanisation* » en rapport avec la qualité de l'air, de l'eau, etc.

De manière générale, on va opposer au PIB, (1) l'idée que le bien-être des individus dans une société n'est pas réductible seulement aux richesses monétaires ou à la consommation marchande, et que les richesses non monétaires ou les composantes non monétaires du bien-être ne sont pas comptés par cet indicateur ; (2) qu'une partie de ce qui est compté comme richesse monétaire correspond (i) à des activités destructrices de composantes de bien-être ; (ii) juste à des réparations de dégâts causés par des activités destructrices.

Les analyses de Gadrey et Jany-Catrice (document 3) et de Cassiers et Delain (document 4) sont, de ce point de vue, complémentaires. Les premiers fournissent ces arguments au niveau

théorique (même si le degré de théorisation, de conceptualisation reste faible), les seconds cherchent à les illustrer au niveau empirique.

**Gadrey et Jany-Catrice** détaillent 4 arguments principaux :

(1) Les dégâts du « mode de croissance actuel » ne sont pas déduits.

Exemples :

- Accidents de la routes qui « gonflent le PIB » ; dépenses de réparation des dégâts environnementaux. Il faut les retrancher pour avoir une idée de la « vraie richesse » qui contribue au bien-être.
- Il n’y a rien qui retrace la dégradation des « patrimoines » : naturel (biodiversité, etc.) ; social (liens sociaux), etc.

(2) Des contributions positives [non monétaires] au bien-être ne sont pas comptées

Exemples :

- Le temps libre, les loisirs
- Le travail bénévole
- Le travail domestique

(3) Le PIB compte les moyens et pas les fins [il s’agit d’une description fidèle de la position de Gadrey]

Le PIB ne s’intéresse pas aux « outcomes » en termes de satisfaction, mais qu’aux moyens produits socialement (volume de biens et services). Par exemple, la contribution des services de santé à la croissance n’est mesurée que par les volumes des soins et non pas sur la base de leur contribution à l’amélioration de l’état de santé.

(4) Le degré d’inégalités des revenus ne joue aucun rôle

**Cassiers et Delain** illustrent empiriquement ces éléments. Ils font le point sur les résultats d’enquêtes (très nombreuses, World Values Survey tous les deux ans sur 99 pays, l’Eurobaromètre deux fois par an depuis 1973 pour les pays de l’UE, etc.) auprès des individus, notamment à propos de leur niveau de satisfaction avec leur vie et les domaines qu’ils considèrent justement comme étant des « domaines de satisfaction de vie », de « bonheur » et de « bien-être ».

Un premier constat renvoie au découplage entre la courbe d’évolution du PIB et celle de la « satisfaction de vie moyenne » ou le « bonheur moyen » pour la plupart des pays occidentaux. Ce constat est connu dans la littérature économique sous le nom de « Paradoxe d’Easterlin », du nom de l’auteur (Richard de son prénom) qui a le premier mis en évidence ce type de « phénomènes » pour les Etats-Unis dans les années 1970 [Notez que l’évidence de cette « évidence empirique » fait l’objet d’une controverse, mais que sa validité reste l’option commune pour le moment].

La seconde démarche consiste à expliquer ce constat. On trouve deux types d’explications :

(1) (la plus en vogue) d’ordre psychosociologique qui reste centrée sur la relation revenu (consommation) et bien-être – adaptation des aspirations (« on en veut toujours plus », habitude) et comparaison sociale (ce que j’ai ne compte pas en tant que tel, il compte relativement à ce qu’on les autres) [on peut introduire ici l’idée de revenu relatif]

(2) l’hypothèse des composantes omises : les individus ne valorise pas que les biens et services marchands. Il s’agit alors de mettre en évidence des composantes non monétaires du bien-être [Notez que les auteurs indiquent, pour résumer cette posture, que « la richesse n’est pas tout ». Autrement dit, le terme de richesse reste chez eux synonymes de revenu, d’argent, de marchandises, etc. En cela, ils s’écarterent des termes du débat lancé en France (les auteurs

sont Belges...) depuis 10 ans visant à *redéfinir la richesse* (Dominique Méda a publié un ouvrage en 1999 intitulé *Qu'est-ce que la richesse ?*, qui est ressorti en 2008 avec une nouvelle préface pour le raccrocher à l'actualité et la mise en place de la Commission Stiglitz – *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*) tout cela à partir d'investigations sur le sens de cette notion dans l'histoire de la pensée économique.]

Ainsi sur la base de l'étude des différentes vagues d'enquêtes de l'Eurobaromètre, les auteurs font ressortir ce qu'on a pu appeler dans la littérature sur les approches du bien-être, les « domaines ou des dimensions de bien-être » : Inégalités, Chômage et conditions de travail (précarité, sécurité au travail, etc. en sachant que les impacts en termes de bien-être ne sont pas réductibles à la seule perte de revenus induites par le chômage : on trouve des références à la perte de lien social, etc.), Santé, Lien Social (famille, cercles amicaux, soutien, etc.), Gouvernance et Institutions (libertés civiles, libertés politiques, etc.), Environnement (qualité de l'air, préservation pour les générations futures, etc.). On peut noter qu'au travers de ces dimensions, ce ne sont pas seulement des caractéristiques micro-économiques qui sont visés, mais aussi des variables d'ordre contextuels qui influeraient sur le bien-être rapporté par les individus.

#### **4. Quelles sont les pistes dégagées pour avoir « de nouveaux indicateurs de richesse » ?** (Documents 6 et 7)

Les traductions formelles de ses préoccupations en termes d'indicateurs ou de méthodologies alternatives ne sont, là aussi, pas nouvelles. On peut remonter au début des années 1960 pour voir des chercheurs sur le « développement social » des Nations-Unies sélectionner un certain nombre de domaines de bien-être, des variables permettant d'en retracer l'état (le niveau des moyens mis en œuvre), et proposer des méthodologies pour les agréger pour in fine avoir un indicateur dit synthétique. L'étape d'agrégation mise à part, ce cheminement est commun à toutes (très nombreuses) tentatives d'élaboration d'indicateurs alternatifs de richesse, de bien-être, de progrès social, de santé sociale, de développement humain etc.

Une fois les domaines de bien-être et les variables de concrétisation sélectionnés, il y a au moins 3 possibilités qui ont toutes été investies soit par des chercheurs universitaires et/ou des institutions internationales (PNUD, Banque Mondiale) :

- (1) Partir d'un agrégat classique de la comptabilité nationale, le plus souvent le PIB (PIB vert), la consommation finale (comme l'Indicateur de Progrès Véritable) ou l'épargne brute (comme l'Epargne Véritable de la Banque Mondiale), pour le corriger : (i) en y soustrayant des estimations monétaires de dépréciations de capitaux (pas seulement au sens du capital fixe, capital naturel, social, humain, etc.) et des estimations monétaires de dégradations environnementales (pollutions, eau, nuisances liées au bruit), de coûts de « pathologies sociales » (criminalité, divorce, chômage, suicides, etc.) ; (ii) en y ajoutant des estimations monétaire de la valeur d'éléments contribuant au bien-être (production domestique, activité bénévole, éléments naturels, liens sociaux, etc.).
- (2) Elaborer un indicateur synthétique distinct du PIB, c'est-à-dire non monétarisé. La première méthode présente l'avantage d'emblée écarter le problème de la commune mesure d'éléments hétérogènes – la monnaie est posée comme unité d'homogénéisation valide. Lorsque l'on opte (pour différentes raisons, méthodologiques, théoriques, philosophiques) pour un indicateur synthétique non monétaire, on se retrouve avec des variables avec des unités de mesure différentes. L'agrégation est alors nécessaire et plusieurs méthodes de réduction à une échelle commune – n'ayant pas de sens en soi – sont disponibles. L'IDH constitue l'exemple le plus connu [exemple à détailler si possible]. Cette voie implique quelques questions

particulières : par exemple, la pondération de chacune des composantes au sein du calcul de l'indicateur synthétique ; la question des compensations possibles entre variables dans les évolutions de l'indicateur synthétique, etc. On peut citer comme exemples l'Indicateur de Santé Sociale (américain, 16 domaines, plus de 30 variables, et une méthode analogue à l'IDH) ; le Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté (BIP 40, 7 domaines, plus de 35 indicateurs, même méthode que l'IDH), etc.

Il y aussi des indicateurs synthétiques non monétaires qui ne touchent qu'à un seul domaine : par exemple, l'Empreinte Ecologique est un indicateur qui ramène un certain nombre de « pressions exercées sur le patrimoine naturel » (émissions, agriculture, déchets, etc.) à une mesure en termes de surface (en hectares) nécessaire à cette pression. Il y a ici une réduction des plusieurs variables (on pourrait dire « domaines environnementales ») à une mesure commune qui veut avoir du sens.

- (3) Une position de statu quo : ne pas toucher aux agrégats de la comptabilité nationale et développer plutôt des comptes satellites aux comptes classiques de la richesse monétaire. Ces comptes satellites existent depuis assez longtemps dans la structure des comptes nationaux et concernent essentiellement l'environnement et la santé. La plupart recensent l'ensemble des flux monétaires qui concernent ces domaines, mais aussi retracent des données, par exemple, sur l'utilisation d'énergie, les émissions de polluants, etc.

En fait, ces différentes pistes ne font qu'illustrer un certain nombre de controverses qui se sont développées à propos de la mesure de la richesse, au-delà du diagnostic critique à l'égard du PIB qui est lui partagé quasiment par tous.

- 5. Si les limites du PIB en tant que mesure de la richesse et indicateur de bien-être sont partagées quasiment pas tous, les pistes à suivre pour dépasser ces limites font l'objet de controverses.**

**A partir des documents 7 et 8, rendez compte de ce qui oppose : (1) les tenants de l'extension du PIB (comme J. Gadrey) et les comptables nationaux ; (2) J. Gadrey et J.M. Harribey (attachez-vous, dans les deux cas, à identifier les points clés et les différentes positions en présence).**

**Quelles seraient vos positions sur ces différents points ?**

Le nombre de points de débats au sein de ce thème est quasiment infini. On trouve au début du document 7 un catalogue de questions qui en retrace un certain nombre :

- Indicateurs synthétiques ou batteries d'indicateurs
- Comment élaborer avec rigueur un indicateur synthétique ?
- Monétaire ou non monétaire ?
- Si c'est non monétaire, des variables objectives ou des données subjectives, avec quel système de pondération ?
- Si monétaire, quelles variables doit-on monétiser (qui choisit ?) et comment ?
- Comment l'articuler avec le PIB ?

Nous avons choisi deux controverses qui touchent souvent à la racine de la problématique et qui ne sont donc pas centrés sur des détails techniques. Ces controverses se trouvent illustrer en France par deux débats :

- (1) le premier voit s'opposer, d'un côté, ceux qui ont lancé les premiers, les « pionniers », ce thème des indicateurs alternatifs en France, J. Gadrey, D. Méda, Patrick Viveret et, de l'autre côté, la plupart des comptables nationaux.
- (2) le second oppose les « pionniers » à Jean-Marie Harribey.

Les « pionniers » sont plutôt enthousiastes envers toutes les tentatives et ne veulent fermer « aucune porte ». Chacune des tentatives vient, pour eux, alimenter la force de ce mouvement et permettre de débattre démocratiquement de ce qu'est la richesse, etc. Pour eux, la production de nouveaux indicateurs de richesse ou de bien-être ne doit pas être l'affaire d'experts ou de techniciens de la statistique mais doit d'abord émaner d'une volonté collective. Ils sont plutôt pour les indicateurs synthétiques et penchent plutôt vers la version monétaire (de correction du PIB), non pas pour remplacer ce dernier mais pour le « compléter », pour permettre à la société de contrebalancer les jugements de progrès, au-delà de ceux découlant du seul PIB.

Ils se heurtent à deux types d'opposition.

La première en provenance des comptables nationaux est interprétée comme « conservatrice » et relevant de la recherche permanente de la rigueur des concepts et des mesures statistiques.

La seconde se situe plutôt sur les terrains théoriques, de la logique et de la production de sens. On peut essayer de dégager les points clés et les différentes forces en présence de chacun des débats dans deux tableaux :

<b>Les « pionniers » français (Gadrey, etc.)</b>	<b>Les comptables nationaux</b>
<p style="text-align: center;"><b>Point 1. Le PIB a-t-il été créé pour mesurer le bien-être ?</b></p> <p>Même si les comptables nationaux n'avaient pas nécessairement le bien-être à l'esprit, il reste que le PIB est l'objet d'une « religion » et que tous les jugements de progrès social se ramènent à lui</p> <hr style="width: 20%; margin: 10px auto;"/> <p>Il est possible (comme le sous-entend A. Sen) de fonder un choix social sur les critères pertinents du bien-être d'une société et de dégager les poids respectifs de chacun de ces critères au niveau collectif</p> <p style="text-align: center;"><b>Point 2. Le PIB est-il qu'affaire de conventions sociopolitiques ?</b></p> <p>Les concepts et les méthodes qui permettent de calculer les agrégats relèvent pour une large part de conventions sociopolitiques qui font intervenir des systèmes de valeurs et des considérations de puissance. Par exemple, la production non marchande, jusqu'en 1976, n'était pas incluse dans le PIB. A l'origine (1945-1950) elle ne faisait pas partie du PIB car elle n'était pas considérée comme de la richesse, la préoccupation de l'époque étant plutôt celle de la puissance industrielle. On s'est mis d'accord sur une convention technique de mesure de cette production (par les coûts de production) parce que les conditions sociopolitiques étaient réunies pour faire adopter une nouvelle conception de la richesse. Il semblerait que les conditions</p>	<p style="text-align: center;"><b>Point 1. Le PIB a-t-il été créé pour mesurer le bien-être ?</b></p> <p>Le PIB n'a pas été créé pour mesurer le bien-être, mais pour mesurer la puissance industrielle et financière d'un pays</p> <hr style="width: 20%; margin: 10px auto;"/> <p>Le bien-être est une notion vague, subjective, celle de bien-être collectif encore plus vague et indéfinissable</p> <p style="text-align: center;"><b>Point 2. Le PIB est-il qu'affaire de conventions sociopolitiques ?</b></p> <p>Les agrégats de la comptabilité nationale reposent sur des concepts et des méthodes scientifiques, dotés d'une certaine rigueur, qui seraient perdus si l'on les étendait à des composantes (vagues) de bien-être immatériel ou non monétaire. Ces composantes ne relèvent pas de la sphère monétaire, et les choix conceptuels et méthodologiques à faire feraient trop de place à l'arbitraire</p>

sociopolitiques de nouvelles conventions (acteurs, réseaux, militants, chercheurs, forces des préoccupations sociales et environnementales, [opportunisme politique]) soient en train d'émerger pour que de nouvelles conventions richesse soient adoptés

Les « pionniers »	J.M. Harribey
<p><b>Point 1. Que changerait le gonflement du PIB en termes de richesse disponible ou de bien-être vécu ?</b></p> <p>Pour Gadrey, <i>il n'est pas évident</i> que si on arrivait à donner des valeurs monétaires conventionnelles à des « utilités » non monétaires alors les gens ne seraient pas plus riches ou plus heureux. Dans une vision enrichie on est plus heureux si on a plus de temps libre, etc.</p> <hr/> <p>Il n'est pas question de supprimer le PIB mais de le compléter. Le PIB véhicule une représentation réductrice de la richesse, il est un cadre cognitif qui structure nos représentations du progrès et du bien-être. Un nouveau cadre pourrait porter d'autres représentations</p> <p><b>Point 2. Peut-on ajouter au PIB, la valeur de la nature ?</b></p> <p>Pour lui le débat est ouvert, il ne fournit pas de justifications particulières. La valeur des océans ne seraient pas l'objet de la recherche, mais celle des forêts et des services qu'ils nous rendent, oui. « Le débat [sur la possibilité de les monétariser] est ouvert ».</p> <p><b>Point 3. Plus généralement, toute la richesse est-elle monétarisable ?</b></p> <p>On ne peut pas tout monétariser. En revanche le fait que la richesse ne se réduise pas à de la valeur monétaire n'exclut pas d'étendre au-delà du PIB des imputations conventionnelles de multiples valeurs d'usage quantifiables.</p>	<p><b>Point 1. Que changerait le gonflement du PIB en termes de richesse disponible ou de bien-être vécu ?</b></p> <p>Même si l'on ajoute le temps de loisirs, le travail bénévole, etc. le bien-être ou la richesse n'augmenterait pas. On ne serait pas plus heureux ou malheureux en gonflant ou dégonflant le PIB. La quantité de richesse (les valeurs d'usage) n'augmenterait pas</p> <hr/> <p>Par suite, il n'est pas certains que le gonflement du PIB assure que les richesses non monétaires, déjà existantes, comptent plus dans la société. Autrement dit, doit-on considérer le PIB comme la cause de la domination de la richesse marchande dans nos sociétés ou comme l'effet ou le reflet de cette domination dont les ressorts sont ailleurs ?</p> <p><b>Point 2. Peut-on ajouter au PIB, la valeur de la nature ?</b></p> <p>La valeur de la nature ne relève pas de l'économique, mais d'autres registres, ceux de l'éthique, du symbolique, du politique. Il en est ainsi pour la valeur des océans, de la lumière du soleil, de la capacité d'absorption du CO<sub>2</sub> des forêts</p> <p><b>Point 3. Plus généralement, toute la richesse est-elle monétarisable ?</b></p> <p>On sait depuis Smith, Ricardo et Marx que la richesse d'un pays ne se réduit pas à la valeur marchande. Ils l'ont posé en reprenant la distinction d'Aristote entre valeur d'usage et valeur d'échange. Une partie de la richesse est produite et l'autre non produite (éléments naturels, lien social). Dans la partie de la richesse produite, une partie est monétaire (richesse marchande et production non marchande de l'Etat) et l'autre non monétaire (production bénévole, travail domestique). Le PIB ne couvre que les richesses qui ont une valeur économique que leur confère le travail social qui les a</p>

	<p>produites. Les autres n'ont pas de valeur économique, mais une valeur qui relève d'autres registres qui sont irréductibles à une valeur économique. Chercher à leur en imputer une revient à poser (1) qu'un indicateur comme le PIB pourrait mesurer toute les satisfactions retirées alors que celles-ci ne se mesurent pas ; (2) que toute la richesse ne relève pas de la sphère marchande, mais que seule celle-ci fournit de quoi la mesurer dans sa totalité</p>
--	--

### III. Question de synthèse

En vous appuyant sur les documents proposés et les questions préparatoires, rédigez une note de synthèse (introduction entièrement rédigée et plan détaillé)

## La controverse sur la mesure de la richesse

[Il ne s'agit que d'une proposition d'introduction et de plan. D'autres sont évidemment envisageables et tout à fait intéressante pour les étudiants]

### Introduction

Il serait intéressant, dès cette première séance, de bien insister sur la structuration de l'introduction :

- *Une accroche du sujet* dans laquelle les termes clés du sujet doivent impérativement apparaître dès la première phrase pour diminuer les risques de hors-sujet :

« La question de la définition de la **richesse** et de sa **mesure** fait l'objet d'un regain d'intérêt ».

« Ce regain ne date pas seulement de l'annonce aussi soudaine qu'inattendue par Nicolas Sarkozy de la mise en place d'une commission, composée d'économistes étrangers et français de renom, pour réfléchir aux mesures adéquates de la croissance et des performances de la France en termes de progrès social. Des interrogations de ce type sont nourries en France par une littérature qui fleurit au carrefour du travail académique et du débat citoyen depuis le début des années 2000 (Méda, Gadrey), et si l'on parle de regain c'est parce qu'elles avaient déjà tarabouillées certains dans les années 60-70.

- *Vers la problématique* (cette dernière ne devant pas être formulée nécessairement sous forme de question):

« L'étude de ce champ fait apparaître deux tendances assez contradictoires : (1) une convergence très marquée à propos des critiques sur la mesure actuelle de la richesse, dont tout le monde convient qu'il ne mesure que la richesse monétaire qui est produite sur une période et un territoire donnés ; (2) Une profusion d'indicateurs alternatifs dont il est difficile de saisir l'unité, à part la base critique de départ »

« Il s'agira alors de montrer que ce champ est traversée par de très nombreuses controverses qu'illustre cette profusion ,celles-ci étant vivaces et de différentes natures,



qui permettent même de se demander si une issue commune en termes de mesure nouvelle pourra être trouvée un jour »

- *Annonce de plan*

« Une première partie rendra compte de la convergence des critiques du PIB et des pistes qui sont explorées pour avoir de nouveaux indicateurs de richesse. Une seconde partie mettra en évidence les points clés des principales controverses qui jaillissent de ce champ. »

## **I. De la convergence des critiques à la profusion des indicateurs**

### *1. La croissance et le PIB en question (question 1, 2, 3)*

- Que mesure exactement le PIB ?
- Pourquoi une telle « religion de la croissance » ?
- Les critiques du PIB

### *2. Les pistes pour de « nouveaux indicateurs de richesse » (question 4)*

- La correction du PIB
- Des indicateurs synthétiques non monétaires
- Le statu quo : les comptes satellites

## **II. Peut-on et doit-on mesurer toute la richesse ? (question 5)**

### *1. Les « pionniers » face aux comptables nationaux : rigueur conceptuelle et méthodologique vs. conventions sociopolitiques*

- Le PIB est-il dédiée à mesurer le bien-être ? Le bien-être est-il mesurable ?
- La comptabilité nationale : un champ scientifique doté de concepts et méthodes rigoureux, neutres et matures ou une accumulation de conventions sociopolitiques ?

### *2. Les « pionniers » face à l'économie politique : pragmatisme vs. incommensurabilité des valeurs*

- A quoi bon augmenter artificiellement (par imputation de l'existant) le PIB ? Cela nous rendrait-il plus heureux ?
- Le PIB est-il la cause ou le reflet de la domination des catégories marchandes ?
- La richesse non monétaire est-elle monétarisable ?

## *Conclusion*

La question de la mesure de la richesse apparaît, de prime abord, comme étant en mesure de faire converger des experts et des politiques de tout d'abord. Mais dès qu'il s'agit de tendre vers l'opérateur, un certain nombre de tensions réapparaisse. Cette question divisait déjà les penseurs de l'économie politique du XIX<sup>ème</sup> siècle. Elle réapparaît ainsi régulièrement dans l'histoire. Après tout, est-ce si étonnant ? La constante à cet égard est la domination des catégories marchandes, les variables sont les soubresauts plus ou moins bien soutenus venant lui opposer des valeurs que certains présenteront comme étant de nature différente. Cette question n'est-elle pas, dès lors, que le reflet des tensions ou des contradictions basiques de nos sociétés ? Si tel est le cas, il est à parier que les controverses sont bien lien de s'éteindre, quel que soient les prouesses techniques de tel ou tel commission.